



## CHJAMA À PRUGETTI / APPEL À PROJETS



**Tematica / Thématique :**

### CUMUNICAZIONE BISLINGUA DI L'IMPRESE / COMMUNICATION BILINGUE DES ENTREPRISES

*Per mezu di sta chjama à prugetti specifica, si tratta di rinfurzà u sustegnu à l'usu ecunomicu di a lingua corsa è à a valorizzazione di u patrimoni culturale isulanu, da rifinì è animà u prugramma d'accompagnamentu di l'imprese digià in ballu, in cunfurmità cù a deliberazione N° 19/139 A.C. di l'Assemblea di Corsica, purtendu creazione di u Polu d'Eccezzenza Territoriale « IMPRESA BISLINGUA » per l'accompagnamentu è a valorizzazione di l'imprese bramose d'aduprà a lingua corsa ind'e so attività.*

*À travers le présent appel à projets spécifique, il s'agit de réaffirmer le soutien à l'usage économique de la langue corse et à la valorisation du patrimoine culturel de l'île, en optimisant et animant le programme d'accompagnement des entreprises déjà existant, conformément à la délibération N° 19/139 A.C. de l'Assemblée de Corse du 25 avril 2019 portant constitution du Pôle d'Excellence Territorial « IMPRESA BISLINGUA » pour l'accompagnement et la valorisation des entreprises désireuses d'intégrer la langue corse dans leurs activités.*

### ➤ *Scopi / Objectifs*

- Contribuer à la sauvegarde, à la valorisation et à la diffusion de la langue corse, en renforçant sa présence, de même que sa visibilité, dans tous les domaines de la société insulaire ;
- Inciter les entreprises à pratiquer la langue corse dans leur activité ;
- Permettre une réappropriation de la langue corse en lui accordant toute sa place dans les échanges sociaux et économiques ;
- Impulser une véritable dynamique et promouvoir les projets exemplaires en matière de communication, de formation du personnel et de création d'emplois intégrant pleinement le principe du bilinguisme.

### ➤ *Settori d'intervenzione / Secteurs d'intervention*

Les projets présentés doivent s'inscrire dans les secteurs suivants :

- Commerce ;
- Industrie ;
- Artisanat ;
- Agroalimentaire ;
- Technologie de l'information et de la communication ;
- Economie sociale et solidaire ;
- Les services à la personne ;
- Energies renouvelables.

### ➤ *Benefiziarii / Bénéficiaires*

Les entreprises éligibles sont les PME au sens de la définition par la Commission Européenne (la catégorie « micro, petites et moyennes entreprises (PME) » est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions EUR ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions EUR), installées en Corse et y ayant leur exploitation principale.

La PME certifiée qu'elle reste dans la limite des aides publiques « de minimis » (moins de 200 000 € d'aide publique sur les trois derniers exercices).

#### **Sont exclus :**

Les associations dont l'objet est strictement consacré à l'action culturelle sont exclues du présent dispositif car relevant des champs d'intervention des Directions de la Langue Corse et de la Culture de la Collectivité de Corse.

Les Grandes entreprises au sens de la définition par la Commission Européenne (entreprises qui occupent plus de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel excède 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel excède 43 millions d'euros).

Les entreprises en situation de difficulté avérée sont exclues du dispositif « **IMPRESA BISLINGUA** ».

Une entreprise est considérée en difficulté lorsqu'elle remplit au moins un des trois critères suivants :

a) S'il s'agit d'une société où la responsabilité des associés est limitée (SA, SAS, SARL, EURL), lorsque plus de la moitié de son capital social a disparu, plus du quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois ;

b) S'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (société en nom collectif, société en commandite par actions, société en commandite simple et société en participation), lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu, plus du quart de ces fonds ayant été perdus au cours des douze derniers mois.

c) Pour toutes les formes d'entreprises, lorsqu'elle remplit selon le droit en vigueur, les conditions de soumission à l'une des procédures collectives d'insolvabilité suivante : redressement judiciaire ou sauvegarde, même si ces procédures n'ont pas encore été formellement engagées :

- S'agissant de la procédure de redressement judiciaire, lorsque l'entreprise, dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible, est en cessation des paiements (Livre VI Titre III du Code du Commerce).

- S'agissant de la procédure de sauvegarde, lorsque l'entreprise justifie de difficultés, qu'elle n'est pas en mesure de surmonter, de nature à la conduire à la cessation des paiements (Livre VI Titre II du Code du Commerce).

Les entreprises exerçant leurs activités dans un secteur exclu par la réglementation communautaire (houille, sidérurgie, etc..) et en dehors des champs d'activité de l'industrie, du commerce et des services sont exclues des aides du dispositif « **IMPRESA BISLINGUA** ». Les entreprises affiliées à un réseau de franchise ou à une enseigne et exploitant une grande surface sont exclues du dispositif « **IMPRESA BISLINGUA** ».

➤ **Elementi di valutazione di i prugetti / Critères d'analyse des projets**

- L'adéquation du projet avec les priorités régionales ;
- La prise en compte de la dimension linguistique ;
- Le caractère innovant ;
- L'utilité sociale et/ou environnementale du projet ;
- Les perspectives de développement du projet.

➤ **L'aide / L'aiutu**

## **Objectifs**

---

L'aide doit permettre d'encourager les entreprises dans leurs efforts en matière de communication bilingues français/corse.

## Modalités de mise en œuvre

---

L'aide prend la forme d'une prime forfaitaire de 5 000 euros par entreprise.

40 projets pourront être sélectionnés et primés chaque année, pendant 3 ans, dans le cadre des secteurs relevant du champ de compétences de l'ADEC (Commerce et Industrie, Artisanat, Economie Sociale et Solidaire).

Les dépenses éligibles seront constituées par les :

- Investissements matériels et immatériels affectés au programme (supports de communication et signalétique bilingues...);
- Frais liés à l'organisation d'évènements régionaux, d'actions de communication et de sensibilisation favorisant le développement des initiatives locales en faveur de la promotion de la langue corse ;

### ➤ Modalità di selezione / Procédure de sélection

Les demandes d'obtention de cette aide seront étudiées par le comité technique du Pôle d'Excellence Territorial « **IMPRESA BISLINGUA** » et validées par le Bureau de l'ADEC dans la limite des crédits disponibles.

L'entreprise dépose une demande d'aide publique, au moyen du dossier de candidature « CHJAMA À PRUGETTI IMPRESA BISLINGUA » dûment complété, et disponible sur le site internet de l'ADEC : [www.adec.corsica](http://www.adec.corsica) ou auprès des services de l'ADEC. **SEULE LA TRANSMISSION D'UN DOSSIER COMPLET FERA L'OBJET D'UN EXAMEN DE LA DEMANDE.** Seules les dépenses engagées par l'entreprise après enregistrement du dossier de candidature par l'ADEC, pourront être prises en compte.

### ➤ Labellizzazione / Labellisation

Selon leur caractère innovant et structurant, les projets s'inscrivant dans le cadre du présent dispositif pourront faire l'objet d'une labellisation au titre du Pôle d'Excellence Territorial « IMPRESA BISLINGUA » sur proposition et décision de ce dernier.

Cette labellisation sera appréciée à travers notamment :

- le niveau d'intégration de la langue corse dans la sphère économique ;
- le caractère structurant ou innovant du projet ;
- le retour sur l'activité et/ou créations d'emploi.

Cette labellisation permettra notamment un accès bonifié aux sources de financements dans le cadre d'autres projets visant à l'intégration de la langue corse dans l'activité de l'entreprise concernée et/ou dans le tissu économique.

## Liquidazione di l'aiutu / Liquidation de l'aide

Le dossier est instruit par les services de l'ADEC.

La décision d'attribution de l'aide relève du bureau de l'ADEC.

Le Président de l'ADEC notifie la décision d'octroi de l'aide.

Les modalités de liquidation de l'aide seront précisées dans l'arrêté attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'ADEC.

### ➤ Calendariu / Calendrier

Lancement de l'appel à projets : **20 octobre 2020**

**Cet appel à projets est permanent.**

## INFORMATION

Le dossier de candidature est annexé au présent appel à projet et disponible sur le site internet de l'ADEC. Les candidats doivent renvoyer le formulaire :

- soit par mail : [contact@adec.corsica](mailto:contact@adec.corsica)

- soit par voie postale (cachet de la poste faisant foi) à :

**Agence de Développement Économique de la Corse  
A l'attention du Président de l'ADEC  
Immeuble Le Régent  
1 Avenue Eugène Macchini  
20 000 AJACCIO**

Pour tout complément d'information/Rinsignamenti :

**Roland FRIAS**

Chargé d'affaires - Direction des Entreprises et des Territoires

Agence de Développement Economique de la Corse

Tél. : 04 95 50 91 65 / Courriel. : [roland.frias@adec.corsica](mailto:roland.frias@adec.corsica)

# CHJAMA À PRUGETTI / APPEL À PROJETS "IMPRESA BISLINGUA"

CUMUNICAZIONE BISLINGUA DI L'IMPRESA / COMMUNICATION BILINGUE DES ENTREPRISES

## CARTULARE DI CANDIDATURA DOSSIER DE CANDIDATURE

Si vò avete bisognu di rinsignamenti, i servizii di l'ADEC rispunderanu à e vostre dumande :

*Pour toute information, les services de l'ADEC sont à votre disposition :*

**Tel : 04-95-509-100 / Fax : 04-95-509-160**

Sta scheda di scrizione, ci vole à indirizzà la à :

*Cette fiche d'inscription est à adresser à :*

**Monsieur le Président de l'ADEC**

**Agence de Développement Économique de la Corse**

1, Av. Eugène Macchini – Imm. « Le Régent » – 20000 AJACCIO

### -1- PRESENTAZIONE DI U CANDIDATU / PRÉSENTATION DU CANDIDAT

A VOSTRA CATEGORIA / VOTRE CATÉGORIE (zifrate a cantara / cochez la case) :

PME / Piccola è media impresa

Grande entreprise / Grande impresa

Association de l'Economie Sociale et Solidaire / Associi di l'Ecunomia Sociale è Sulidaria

CUNTATTU PRUGETTU / CONTACT-PROJET :  Madamicella / Mademoiselle

Madama / Madame

Monsieur

Casata / Nom : ..... Nome / Prénom : .....

Funzione / Fonction : ..... Tel. : .....

Cità / Ville : .....

Indirizzu elettronicu / E-Mail : .....

NOME O RAGIONE SUCIALE / NOM OU RAISON SOCIALE .....

SIMBULU DISTINTU O NOME CUMERCIALE / ENSEIGNE OU NOM COMMERCIALE .....

N°SIRET : .....

DATA DI MATRICULAZIONE / DATE D'IMMATRICULATION : ..... / ..... / .....

CODICE / CODE NAF : .....

NUMERU DI REGISTRAMENTU / N° D'ENREGISTREMENT (solu per l'associi / uniquement pour les associations) :

INDIRIZZU DI A SEDE SUCIALE / ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL .....

TELEFONU / TÉLÉPHONE : ..... FAX : .....

INDIRIZZU ELETTRONICU / E-MAIL .....

ATTIVITÀ PRINCIPALE / ACTIVITÉ PRINCIPALE : .....

**RISPUNSEVULE LEGALE / RESPONSABLE LÉGAL :**  Madamicella / Mademoiselle  Madama / Madame  
 Monsieur

Casata / Nom : ..... Nome / Prénom : .....

Data è locu di nascita / Date et lieu de naissance .....

Dumandadore d'impiegu / Demandeur d'emploi  Persone svantaghjate / Personne handicapée

Benefenziariu di i minimà suciali / Bénéficiaire de minima sociaux

Altru : da precisà / Autre : précisez .....

Funzione / Fonction : ..... Tél. : .....

Indirizzu elettronicu / E-Mail : .....

**EFFETTIVU È ELEMENTI FINANZIARI / EFFECTIF ET ÉLÉMENTS FINANCIERS :**

Effettivu Impiegati attuali / Effectif Salariés actuels (CDI - cuntrattu di durata indeterminata cù un equivalente à tempu pienu contrats en durée indéterminée en équivalent temps plein) : .....

**-2- PRESENTAZIONE DI U PRUGETTU / PRÉSENTATION DU PROJET**

Sta presentazione à l'accorta permetterà à i servizi di l'ADEC di dà capu à a vostra dumanda cù i dispositivi d'aiutu i più adatti. Vi ringraziamu per l'attenzione chè vò cunsacrerete da riempie bè quella scheda. Puderemu trattà la cusì cù qualità è pruntezza.

Cette présentation succincte permettra aux services de l'ADEC d'orienter votre demande vers la procédure d'aide la mieux adaptée. Merci de l'attention que vous apporterez à compléter la présente fiche afin de garantir la qualité et la rapidité dans le traitement de votre demande.

**U VOSTRU PRUGETTU CURRISPONDE À / VOTRE PROJET CORRESPOND À :**

A CUMUNICAZIONE DI A VOSTRA IMPRESA / LA COMMUNICATION DE VOTRE ENTREPRISE.

A REALIZAZIONE D'UN PRUGETTU (manifestazione, evenimentu, eccetera...) / LA RÉALISATION D'UN PROJET  
(manifestation, événement, etc.).

A MESSA IN PIAZZA D'UNA FURMAZIONE / LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION.

A CREAZIONE D'UN IMPIEGU / LA CRÉATION D'UN EMPLOI.

ALTRU / AUTRE : .....

**SETTORI D'ATTIVITÀ / SECTEURS D'ACTIVITÉ :**

INDUSTRIA / INDUSTRIE.  ARTISGIANATU / ARTISANAT.  IAA.  TIC.  ENR.

SERVIZII À A PERSONA / SERVICES À LA PERSONNE  CUMERCIU / COMMERCE.  ESS.

ALTRU / AUTRE : .....

**PRESENTATE U VOSTRU PRUGETTU È I SO SCOPI :**

**PRÉSENTEZ VOTRE PROJET ET SES OBJECTIFS :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....





**Fattu in / Fait à** ..... **u-l' / le** ..... / ..... / .....

..... dichjareghju avè l'intenzione di realizà u prugettu presentatu in stu documentu. Attraversu sta scheda di scrizzione, rispondu à a chjama territoriale à prugetti iniziata da a Cullettività Territoriale di Corsica per via di l'ADEC per a prumuzione di a lingua corsa ind'a vita ecunomica.  
*Je soussigné ..... déclare avoir l'intention de réaliser le projet décrit dans le présent document. Je répons, à travers cette fiche d'inscription, à l'appel territorial à projets lancé par la Collectivité Territoriale de Corse via l'ADEC pour la promotion de la langue corse dans la vie économique.*

**Firma / Signature**

**Stampone / Cachet**

# LISTA DI I DOCUMENTI À TRASMETTE CI

## LISTE DES PIÈCES À JOINDRE

Pour être instruit, votre dossier doit être impérativement accompagné des pièces suivantes :

<b>PIECES ADMINISTRATIVES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b><u>Pour les entreprises :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Statuts de la structure.</li> <li>• Kbis ou extrait du Registre des Métiers de moins de trois mois.</li> <li>• <u>Pour les structures disposant d'un expert-comptable</u> : les comptes annuels du dernier exercice (bilan, compte de résultat et annexe).</li> <li>• <u>Pour les structures ne disposant pas d'un expert-comptable</u> : le compte de résultat du dernier exercice.</li> <li>• Relevé d'Identité Bancaire ou Postal.</li> </ul> </li>   <li>➤ <b><u>Pour les associations :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un exemplaire des statuts en vigueur signé par au moins deux personnes en charge de l'administration de l'association,</li> <li>• Le récépissé de déclaration de création en préfecture,</li> <li>• La copie de l'extrait du Journal Officiel de la République française portant déclaration de constitution de l'association,</li> <li>• Le dernier récépissé de déclaration de modification de l'association en Préfecture (siège, titre, objet, bureau),</li> <li>• Un Relevé d'Identité Bancaire,</li> <li>• Le numéro SIRET,</li> <li>• L'annexe 4 relative au fonctionnement de l'association</li> <li>• La délibération de l'organe statutaire compétent approuvant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le budget prévisionnel, en y précisant les montants (total charges et total produits),</li> <li>- les comptes de l'exercice écoulé, en y précisant les montants (total charges et total produits),</li> <li>- le cas échéant, la délibération de l'organe statutaire compétent relative aux pouvoirs ;</li> <li>- Le compte-rendu de la dernière Assemblée Générale ;</li> <li>- Le programme d'activités pour l'année en cours et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé signés par le Président de l'association et approuvés par l'organe statutaire compétent ;</li> <li>- Pour les sections locales rattachées à une association nationale : l'agrément du Président national au Président de section attestant qu'aucune déclaration ne doit être effectuée auprès de la Préfecture par la section locale, que le fonctionnement de la section est conforme à l'objet du siège national, que la section locale est autorisée à solliciter directement des subventions auprès des collectivités publiques et à les percevoir.</li> </ul> </li> </ul> </li>   <li>• <u>Pour les structures disposant d'un expert-comptable</u> : les comptes annuels du dernier exercice (bilan, compte de résultat et annexe).</li> <li>• <u>Pour les structures ne disposant pas d'un expert-comptable</u> : le compte de résultat du dernier exercice.</li> </ul>
<b>SI VOTRE DEMANDE CONCERNE DES CREATIONS D'EMPLOIS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Simulation du contrat de travail du ou des salariés recrutés.</li> <li>• Registre entrées/sorties du personnel.</li> <li>• Justificatifs du statut avant embauche du ou des salariés recrutés.</li> <li>• Simulation de la fiche de paie du ou des salariés recrutés.</li> </ul> <p style="text-align: center; background-color: #e0e0e0; margin-top: 10px;"><i>Aucune signature de contrat de travail ne devra intervenir avant la confirmation de la réception de ce dossier par l'ADEC.</i></p>

<b>SI VOTRE DEMANDE CONCERNE UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Devis des investissements qui font l'objet de la demande.</li> <li>• Présentation du projet d'investissement (objectifs poursuivis, présentation du projet et calendrier de réalisation) ainsi que le plan de financement.</li> <li>• Attestation sur l'honneur stipulant que le demandeur n'est pas assujéti à la TVA pour l'opération dont le coût subventionnable est présenté TTC.</li> <li>• Si la demande concerne des travaux : copie du titre de propriété ou à défaut copie du bail si l'organisme n'est pas propriétaire et autorisation du propriétaire.</li> <li>• La délibération de l'organe statutaire compétent de l'association approuvant l'opération ainsi que son plan de financement ;</li> <li>• Les devis estimatifs HT et TTC de l'opération à subventionner, établis par le(s) fournisseur(s) correspondant au montant total des dépenses d'investissement mentionnées dans votre plan de financement.</li> <li>• si la demande concerne des travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La copie du titre de propriété ;</li> <li>- L'autorisation du propriétaire ;</li> <li>- La copie du bail, si l'organisme n'est pas propriétaire.</li> </ul> </li> </ul>
<b>SI VOTRE DEMANDE CONCERNE UN PROJET OU UNE MANIFESTATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Délibération de l'organe statutaire compétent de l'association approuvant l'action ainsi que son plan de financement.</li> <li>• Descriptif de l'action ESS (programme de l'action, nombre de participants, plaquette de présentation).</li> <li>• Budget prévisionnel de l'action ou de la manifestation.</li> </ul>
<b>SI VOTRE DEMANDE EST RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN CLDESS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fiches descriptives des actions mises en œuvre par la Collectivité Locale dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire.</li> </ul>
<b>PIECES ANNEXEES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> <b>Annexe 1</b> : déclaration sur l'honneur des aides perçues.</li> <li><input type="checkbox"/> <b>Annexe 2</b> : pour les entreprises : compte de résultat prévisionnel.</li> <li><input type="checkbox"/> <b>Annexe 2 bis</b> : pour les associations : budget prévisionnel.</li> <li><input type="checkbox"/> <b>Annexe 3</b> : obligations du porteur de projet bénéficiaire pour le bon déroulement du dossier de demande d'aides publiques.</li> <li><input type="checkbox"/> <b>Annexe 4</b> (uniquement pour les associations) relatives au fonctionnement de l'association.</li> </ul>

*NB : Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier, en référence notamment d'un arrêté ou d'un règlement des aides*



## ANNEXE 1 : DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DES AIDES PERCUES

Ce document doit être impérativement rempli pour la constitution de votre dossier de demande d'aide auprès de l'ADEC.

**IMPORTANT :** *l'entreprise doit respecter les règles de concurrence communautaires relatives aux aides publiques. A ce titre, le non-respect de ces règles peut conduire au reversement des aides éventuellement perçues.*

### AIDES OBTENUES AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES

Y compris les aides relevant des outils financiers de la plateforme Corse Financement et des aides sous forme d'exonération fiscale

Nom de l'aide	Organisme financeur	Montant	Type (subvention,..)	Date de la décision

## DEMANDES D'AIDES EN COURS DE TRAITEMENT

Nom de l'aide	Organisme financeur	Montant attendu	Type (subvention),	Date de dépôt de dossier

Précisez si l'entreprise ou l'association appartient à un groupe :     OUI     NON

Si OUI précisez lequel ainsi que la structure capitalistique du groupe en indiquant l'ensemble des références du groupe (n° SIRET des structures du groupe, Noms des dirigeants....).

.....

.....

### ATTESTATION DE CREDIT D'IMPOT

**Avez-vous opté pour le crédit d'impôt ?**                      *Oui*                      *Non*

**Si oui, à compter de quelle date et quel(s) investissement(s) ?**

.....

.....

.....

.....

.....

Je soussigné, M....., agissant en qualité de ..... de ..... de la société / association.....certifie sur l'honneur l'exactitude des informations rapportées dans le présent document.

Date : ...../...../.....

**ANNEXE 2**  
**COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL**  
**À REMPLIR POUR LES ENTREPRISES**

	Année 1	Année 2	Année 3
1-Ventes de marchandises			
2-Production vendue			
3-Subventions d'exploitation			
<b>A- PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
4-Achats			
5-Charges externes (y compris sous-traitance)			
6- Sous-total			
<b>B- VALEUR AJOUTEE</b>			
7- Salaires bruts			
8- Charges sociales			
9- Impôts et taxes			
<b>C- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>			
10- Dotations aux amortissements, provisions			
<b>D- RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			
11- Produits financiers			
12- charges de financements			
<b>E- RESULTAT NET AVANT IMPÔTS</b>			
13- Impôt sur les bénéfices			
14- Dividendes ou prélèvement de l'exploitant			
<b>F- RESULTAT NON DISTRIBUE</b>			
<b>G- AUTOFINANCEMENT NET</b>			
<b>EFFECTIF EQUIVALENT TEMPS PLEIN (ETP)</b>			

## ANNEXE 2 bis

# BUDGET PRÉVISIONNEL À REMPLIR POUR LES ASSOCIATIONS

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
<b>60 - achats</b>		<b>70 - vente de produits finis, prestations de service</b>	
Achats d'études et de prestations de services		Marchandises	
Achats non stockées de matières et fournitures		Prestations de services	
Fournitures non stockable		Produit des activités annexes	
Fournitures administrative			
Fournitures d'entretien et de petit équipement			
Autres fournitures			
<b>61 - services extérieurs</b>		<b>74 - subventions d'exploitation allouées</b>	
Sous-traitance générale		Etat (précisez ministère ou services sollicités)	
Locations mobilières et immobilières			
Entretien et réparation			
Assurances, documentation		Collectivité Territoriale de Corse (précisez les services sollicités)	
Divers ( <i>formations, frais de colloque, etc</i> )			
<b>62 – autres services extérieurs</b>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications		Offices et Agences (précisez)	
Déplacements, missions et réceptions			
Frais postaux et télécommunication			
Services bancaires		Département (précisez)	
Divers			
<b>63 – impôts et taxes</b>		Communes :	
Impôts et taxes sur rémunération ( <i>taxe sur les salaires, formation continue, toute taxe d'apprentissage ...</i> )		Intercommunalité :	
Autre impôts et taxes ( <i>droit d'enregistrement, taxe foncière, SACEM...</i> )		Fonds européens :	
<b>64 - charges de personnel</b>		CNASEA ( <i>emplois aidés</i> ):	
Rémunération du personnel ( <i>salaires, congés payés, primes, gratifications, primes de matchs ...</i> )		Organismes sociaux (précisez) :	
Charges sociales		Autres financeurs publiques (précisez)	
Autres charges de personnel		Autres financeurs privées (précisez) :	
<b>65 – autres charges de gestion courante</b>		<b>75 – autres produits de gestion courante</b>	
		cotisations	
		Autres ( <i>dons...</i> )	
<b>66- charges financières</b>		<b>76 – produits financiers</b>	
Intérêts des emprunts et des dettes		<b>77- produits exceptionnels</b>	
<b>67 – charges exceptionnelles</b>		Sur opération de gestion courante	
<b>Déficit reporté</b>			
<b>68 – dotation aux amortissements, provisions et engagements</b>		Sur exercices antérieurs	
		<b>Excédent reporté</b>	
		<b>78 - reprise sur amortissements et provisions</b>	
<b>69 – impôts sur les bénéfices</b>		<b>79 – transfert de charges</b>	
		<b>S/total 1 - CHARGES</b>	
		<b>S/total 1 - PRODUITS</b>	
<b>68 –dotation aux amortissements, provisions et engagements</b>		<b>78 – reprise sur amortissement et provisions</b>	
<b>Total 2 – CHARGES</b>		<b>Total 2 - PRODUITS</b>	
<b>86 – Emploi des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 – Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL DES CHARGES PRÉVISIONNELS</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS PRÉVISIONNELS</b>	

# **ANNEXE 3**

## **OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE POUR LE BON DÉROULEMENT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDES PUBLIQUES**

### **1- Controllu / Contrôle**

Je me soumettrai à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de ma comptabilité, effectué par toute autorité commissionnée par le préfet ou par les corps d'inspections et de contrôle nationaux ou communautaires. A cet effet je m'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la réalité, la régularité et l'éligibilité des dépenses.

### **2- Realizzazione di u prugettu / Réalisation du projet**

J'informerai le service instructeur régulièrement de l'avancement de l'opération. Je communiquerai et respecterai le calendrier relatif à la production des justificatifs certifiés nécessaires au paiement. Les indicateurs d'objectifs de réalisation et les indicateurs de suivi du déroulement du projet doivent être transmis au service instructeur. En cas de modification du programme d'embauche, j'en informerai le service instructeur dans les plus brefs délais. Si le projet est abandonné, j'en informerai aussitôt le service instructeur.

### **3- Cuntabilità di l'operazione / Comptabilité de l'opération**

Une comptabilité séparée ou selon une codification comptable adéquate sera tenue. Un système extracomptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu. Ces pièces seront conservées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit jusqu'au 31 décembre 2021. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux collectivités locales.

### **4- Pubblicità è rispettu di e pulitiche cumunitarie / Publicité et respect des politiques communautaires**

J'assurerai la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par les règlements communautaires n° 1828/2006 du 8 décembre 2006 et 1080/2006 du 5 juillet 2006 et repris dans la circulaire Premier ministre du 12 février 2007 parue au J.O. du 23 février 2007. L'acceptation d'un financement vaut acceptation de l'inclusion sur une liste publiée, par voie électronique ou autre, du nom du bénéficiaire, du nom de l'opération et du montant du financement public alloué à l'opération.

#### Respect des politiques communautaires :

Je devrai respecter les politiques communautaires et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Je m'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

### **5- Riversamentu è resiliazione / Reversement et résiliation**

Je suis informé qu'en cas de non-respect des obligations ci-dessus et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du programme d'embauche sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet ou en cas de refus des contrôles, le préfet de Corse exigera le reversement partiel ou total des sommes versées.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indu au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement dans la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le préfet de Corse exigera le reversement partiel ou total des sommes versées.

En cas de non-respect de mes engagements et obligations, je procéderai au reversement des sommes indûment perçues dans le mois qui suit la réception du titre de perception (ordre de reversement).

Je soussigné(e)....., en qualité de représentant(e) légal(e) de..... ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite un soutien financier auprès de la Collectivité Territoriale de Corse.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

- J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'entreprise que je représente.

- J'atteste sur l'honneur que l'entreprise n'est pas en difficulté financière.

- J'atteste sur l'honneur que l'entreprise n'a pas procédé à un licenciement pour motif économique durant les 12 mois qui précèdent la demande,

Le demandeur :

Date :

Nom et signature du représentant légal :

Cachet

**ANNEXE 4 (uniquement pour les associations).  
 FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION**

**FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION**

**Renseignements administratifs et juridiques**

Date d'adoption des statuts en vigueur : .....

Association déclarée a la préfecture du département de : ..... date : .....

Date de publication au Journal Officiel : .....

Date de la dernière modification des statuts : .....

Association reconnue d'utilité publique :            oui                                        non   

Date et numéro du décret : .....

Fédération ou ligue d'affiliation : .....

La nature de vos activités exige-t-elle un agrément :    oui                                        non   

Si oui, l'association possède-t-elle cet agrément        oui                                        non   

Type d'agrément : ..... Attribue par : ..... en date du : .....

Durée de validité de cet agrément : .....

N°SIREN/SIRET (obligatoire) (\*\*): .....

Votre association dispose-t-elle d'un Commissaire aux Comptes ?    oui                                        non   

Votre association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ?    oui                                        non      
 (Impôts sur les sociétés, TVA, CET)

**Composition du Bureau et du Conseil d'Administration**

Conformément aux statuts et au procès-verbal de la dernière Assemblée Générale électorale -

Si un ou des membres du Conseil d'Administration sont salariés de l'association, joindre tout document l'autorisant et expliquer à quel titre ils en sont membres : représentant du personnel, participation à titre consultatif.

	Fonction	Nom	Prénom	Profession
<b>B U R E A U</b>				
<b>C. A. (* )</b>				

(\*) : Pour recevoir une subvention, vous devez disposer d'un numéro SIRET qui constitue un identifiant dans vos relations avec les services administratifs. Si vous n'en avez pas, il faut, dès maintenant demander ce numéro (démarche gratuite) auprès de : INSEE PROVENCE – ALPES – COTE D'AZUR CORSE / Service SIREN/SIRET – 17 rue Menpenti - 13387 Marseille Cedex 10 – Tel : 04 91 17 57 57

(\*\*) : Conseil d'administration

**Montant des rémunérations et avantages (moyens matériels mis à disposition) des membres du Conseil d'administration ou de l'organe délibérant :**

Nom : .....

Montant brut de la rémunération et des avantages : ..... €

Nom : .....

Montant brut de la rémunération et des avantages : ..... €

Nom : .....

Montant brut de la rémunération et des avantages : ..... €

Nombre total d'adhérents au 31/12 de l'année écoulée : .....

Montant de la cotisation : .....

Nombre de bénévoles : .....

Nombre de volontaires : .....

**Renseignements relatifs aux ressources humaines :**

Nombre total de salariés :

Salariés en CDI : .....

Salariés en CDD : .....

## PRODUTTI È CARICHE DI L'ASSOCIU / COMPTE DE RÉSULTAT DE L'ASSOCIATION

CHARGES	MONTANTS	PRODUITS	MONTANTS
<b>60 - Achat</b>		<b>70 - Ventes produits finis, prestations service</b>	
- Achat de marchandises		- Marchandises	
- Achats d'études et de prestations de services		- Prestations de services	
Achat non stockés de matières et de fournitures		- Produits des activités annexes	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)		- Manifestations	
- Fournitures d'entretien et petit équipement		- Mécénat	
- Fournitures administratives		- Sponsoring	
- Autres fournitures			
<b>61 - Services extérieurs</b>			
- Sous-traitance générale			
- Locations mobilières et immobilières			
- Entretien et réparation			
- Assurances			
- Documentation			
- Divers		<b>74 - Subventions d'exploitation</b>	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		<b>- Collectivité Territoriale de Corse</b>	
- Rémunération intermédiaires et honoraires		Conseil Général	
- Publicité, publications		Commune	
- Déplacements, missions et réceptions		Autres collectivités	
- Frais postaux et de télécommunication		Etat	
- Services bancaires		Organismes sociaux	
- Divers		Fonds Européens	
<b>63 - Impôts et taxes</b>			
- Impôts et taxes sur rémunérations		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
- Autres impôts et taxes		- Cotisations	
<b>64 - Charge de personnel</b>		- Autres	
Rémunérations du personnel		<b>76 - Produits financiers</b>	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>65 - Autres charges de gestion</b>		- Sur opération de gestion	
<b>67 Charges</b>		- Sur exercices antérieurs	
<b>68 - Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprise sur amortissements et provisions</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>86 - Emploi des contributions volontaires</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
- Secours en nature		- Bénévolat	
- Mise à disposition gratuite biens et services		- Prestations en nature	
- Personnels bénévoles		- Dons en nature	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	

Période concernée du \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_\_\_ au \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_\_\_

\* A ne renseigner que si vous ne disposez pas de comptes normalisés

Résultat de l'exercice : +..... (Bénéfice)    Résultat de l'exercice : -..... (Déficit)

